

## THEME 8. LA FRANCE DE 1945 A NOS JOURS

### Chapitre 22. La France en 1945 . La République française est indivisible

#### Introduction : Le GPRF

#### Deux défis Parer à l'urgence :

- A. Re-fonder une République
- B. Reconstruction

#### Les partis politique

- A. **PCF, SFIO, MRP (plus la mouvance qui appuie De Gaulle)** : est-ce qu'on reprend la constitution de la III République ou est-ce qu'on écrit une nouvelle constitution ? entre les forces politiques il y a tout de suite des désaccords sur ce point. Le PCF voudrait une République plus sociale. Le général De Gaulle voudrait plus de pouvoir pour le pouvoir exécutif. On décide de demander au peuple son avis : 21 octobre 1945 il y a le référendum constitutionnel (première fois comme première fois les femmes au vote) et les Français élisent l'Assemblée constituante. Fin de la III République. Premier parti le PCF : 26% ; SFIO : 23% ; MRP (Mouvement du Rassemblement populaire, centre-gauche) : 23% ; les Droites 15%. Naissance du tripartisme (1945-1947) : PCF, MRP, SFIO. L'Assemblée va écrire la Constitution. Il y a un conflit entre tripartisme et De Gaulle. 1. De Gaulle est nommé chef du GPRF, mais il ne veut pas des ministres communistes ; 2. En tant que chef du gouvernement De Gaulle veut participer à la rédaction de la Constitution. Mais l'Assemblée ne veut pas l'implication de DG dans la rédaction de la Constitution, 3. DG démissionne de son poste de chef du gouvernement provisoire (20 janvier 1946) : il espère dans la réaction des Français, mais les Français ont d'autres priorités. En mai 1946 : l'Assemblée propose au Français le texte de la Constitution. Référendum : 53% de Français refusent ; 2 juin 1946 : élection d'une nouvelle Assemblée qui sera dominée par le MRP ; octobre 1946 Référendum pour approbation de la nouvelle Constitution : 53% de Français acceptent la Constitution. 13 octobre 1946 : naissance de la IV République. (33% d'abstentions).
- B. **La Reconstruction** : les défis de la Reconstruction. Des projets économiques différents : PCF, MRP. Pour les communistes la priorité est le développement de l'industrie (iconographie publicitaire qui s'inspire de l'URSS) pour être indépendants des Etats-Unis (contre Vichy, contre les trusts, c'est-à-dire contre le capitalisme il faut mobiliser le peuple pour une république parlementaire et contre le capitalisme). Pour le MRP la priorité est le logement : il y a beaucoup de familles qui doivent être mises à l'abri ; en outre stabilité pour avoir paix et progrès. Réalisation du GPRF : institution du référendum ; vote aux femmes ; institution de l'ENA (aujourd'hui INSP, école nationale de l'Administration). La sécurité sociale (Etat providence) ; beaucoup de nationalisations (Renault, banques, EDF-GDF, houillères du Nord et du pas de Calais) ; plan Monnet, plan quinquennal pour la modernisation et l'équipement et la reprise agricole de la France.

#### LA IV REPUBLIQUE [1946-1958):

- A. **proclamation le 13 octobre 1946.** Le Tripartisme est destiné à finir avec le début de la guerre froide et de la décolonisation (guerre d'Indochine le PCF soutient le Front de libération communiste). La IVème République est *la mal-aimée* (les Français sont très détachés de la politique, à cause des problèmes économiques) ; elle est définie aussi la *République du moindre-mal*.
- B. **1947 : l'année terrible.** Le début de la guerre froide détermine la France à expulser le PCF du gouvernement, parti qui passe à l'opposition. Le gouvernement est contrôlé par le SFIO, le MRP et les Radicaux (centre-gauche). A l'opposition les gaullistes : RPF, Rassemblement du Peuple Français. De Gaulle parle de la IV République comme du régime des partis qui ne peut pas fonctionner (instabilité ministérielle).
- C. **1954 :** Un autre problème de la IV République est la construction de l'Europe : en 1954 on parle de construire une Communauté européenne de Défense (CED) qui propose le réarmement de la RFA. Ce projet est refusé par la France qui craint que l'Allemagne ne respectera pas les principes de paix à la base de la construction européenne. On pense alors

à renforcer l'union économique entre les six pays fondateurs de la CECA. En 1957 naît la CEE (Traité de Rome). Une série de gouvernements se succèdent : le régime parlementaire affaiblit les gouvernements. Le plus grand problème qui empêche aux partis de s'accorder c'est la décolonisation. Il y a des partis qui sont favorables à l'indépendance des colonies françaises (PCF) et d'autres qui s'opposent fermement.

- D. **1958** : La fin de la IV<sup>ème</sup> République avec la présidence du Conseil de Pierre Pflimlin (13 mai 1958) qui est favorable à l'indépendance de l'Algérie. Le 10 mai 1958 le FLN déclare avoir exécuté trois prisonniers français. Le 13 mai 1958 les Français d'Algérie déclarent une grève générale. De Gaulle attend son heure : le 19 mai 1958 il déclare qu'il est prêt à assumer les pouvoirs de la République. Pour beaucoup de Français De Gaulle est le seul à pouvoir résoudre le problème. Le Comité de salut public des Français d'Algérie prend le pouvoir en Algérie. Des militaires venus d'Algérie débarquent à Ajaccio : ils occupent la préfecture et ils cherchent à réaliser un coup d'Etat. La France est sur le bord de la guerre civile. Pflimlin rencontre De Gaulle pour s'accorder sur les façons de sauver la République (mais non pas les institutions de la IV<sup>ème</sup> République, affirme De Gaulle)

## LA NAISSANCE DE LA V REPUBLIQUE [1946-1958]:

### A. Crise du 13 mai

### B. Retour de De Gaulle :

- I. 1 juin 1958 : De Gaulle investit président du Conseil (à la condition du changement ; déjà le 16 juin 1946 De Gaulle avait présenté la conception de la République dans le discours de Bayeux (Parlement bicaméral pouvoir législatif ; au Chef de l'Etat le pouvoir exécutif en tant que représentant de la République et de l'Union française ; ce chef de l'Etat sera élu par le Parlement mais aussi par les représentants des colonies)
- II. **3 juin le Parlement vote la modification de la Constitution ;**
- III. **début septembre** : rédaction et adoption de la Constitution (Michel Debré et des juristes); 4 septembre De Gaulle présente la Constitution (Discours d'André Malraux); 28 septembre : référendum pour l'approbation de la Constitution ;
- IV. **mise en place des institutions** ; 4 octobre : Promulgation de la V République ; 21 décembre 1958 : De Gaulle président de la V République. Elu par un collège de 33.00 personnes (maires, conseillers des Départements...). 1965 : deuxième mandat en 1965 par élection directe au suffrage universel (modification de la Constitution par De Gaulle). Empreinte gaullienne à la V<sup>ème</sup> République. Il utilise énormément les médias. Il pratique les bains de foule : il va à la rencontre de Français. Jusqu'en 1968 le Général est très aimé et très célèbre. Il démissionne en 1969 après avoir perdu le référendum en 1968 (modification du Sénat). Il maintient pour lui-même les deux domaines où il est expert (politique étrangère et de défense). Il choisit des grands experts pour l'économie et les finances. La Constitution de 1958 prévoit la possibilité pour le Président des pleins pouvoirs en cas de menaces pour la République. Il utilise cet article 16 à l'occasion du putsch des généraux à Alger en 1961. La célébrité du Président augmente énormément. La République gaullienne est considérée une sorte de *monarchie républicaine* (caricature : De Gaulle en costume de sacre). Refus de toute dyarchie, 1er ministre (Pompidou) doit appliquer la politique définie par le Président. A partir de 1965 la popularité de De Gaulle va baisser, à cause de problèmes économiques (tensions sociales). Des réussites de la République gaullienne : Règlement du problème algérien + décolonisation de l'Afrique noire · Stabilité politique · Croissance économique (poursuite des Trente glorieuses) · Politique d'indépendance nationale face aux Etats-Unis: redonner à la France une image de grande puissance (1966 : sortie de la France de l'Otan vu que la France possède la bombe nucléaire ; la France retournera dans l'Otan en 2009) · Construction européenne favorisée (la PAC 1962, couple franco-allemand ; 1963 : traité d'amitié et coopération avec la RFA d'Adenauer) mais avec pour modèle celui d'une Europe des patries. Refus d'une Europe fédérale ; DG refuse l'entrée du RU

dans la CEE (il considère les Britanniques le cheval de Troie des Etats-Unis en Europe)

- V. **Usure du pouvoir et montée des contestations (1968)** ; mouvement étudiant du **22 mars** à Nanterre (leader Daniel Cohn Bendit) ; un mouvement anticapitaliste et d'extrême gauche. Les étudiants diffusent des tracts et organisent des manifestations. Ils vont placarder des affiches contre les institutions publiques. Des revendications nouvelles pour l'époque : des jeunes étudiantes demandent la parité dans les études et le travail. Elles refusent la notion traditionnelle de la femme épouse et mère. La crise éclate et elle prend des formes violentes dans la nuit du 10 au 11 mai 1968, la nuit des barricades. Les étudiants utilisent le pavé des rues pour construire des barricades et s'opposer au C.R.S. Après la nuit des barricades le mouvement devient social. Les ouvriers rejoignent les jeunes. Il y a des grèves continues dans les usines qui paralysent le pays. Pompidou signe les Accords de Grenelles. Les salaires augmentent de façon importante et on introduit le salaire minimum. La crise de sociale devient politique. A la fin du mois de mai le général adresse un appel au Français à s'opposer à la révolution de mai. Il dissout l'Assemblée et prépare de nouvelles élections. Victoire écrasante du gaullisme, grâce à la radio et à la télé. Le consensus envers De Gaulle commence à baisser rapidement malgré la victoire aux élections de juin 1968. Les jeunes étudiants ont continué à contester la politique de De Gaulle et les traditions et les valeurs traditionnelles. Au référendum d'avril 1969 (pour une réforme du Sénat et des départements) la population vote en majorité non. De Gaulle démissionne et se retire.
- VI. **Présidence de Pompidou (gaulliste) entre réforme et conservatisme (1969-1974)**. Attitude gaullienne vis-à-vis des Etats-Unis et sur la conception de l'Europe (une Europe des Etats). Même pratique de la fonction présidentielle: frictions avec Chaban-Delmas (1er ministre); il lui demande de démissionner et le remplace par un gaulliste dévoué (Pierre Messmer : ministère de l'information qui met sous contrôle la télévision et la radio). Croissance économique dure encore : le symbole peut être le Concorde. Pompidou meurt avant la fin de son septennat (1974).
- VII. **Le septennat de Valérie Giscard d'Estaing (1974-1981)**: une volonté de changement. Election de justesse face à Mitterrand ; Jeune président, 1er non gaulliste président sous la V<sup>e</sup> Rép. Il veut changer la pratique du pouvoir = volonté de « décrispation » : ouvrir un certain dialogue avec la gauche, gouverner au centre; être plus proche de la population et cultiver une image moderne. Grandes réformes: majorité à 18 ans, IVG (loi Veil), divorce par consentement mutuel, collègue unique, démantèlement de l'ORTF. Politique tournée vers le centre qui mécontente la droite gaulliste. Valéry Giscard d'Estaing entre en conflit avec 1er ministre Jacques Chirac (autorité contestée), il refuse l'idée d'un partage du pouvoir. Chirac démissionne de sa propre initiative en 1976 (coup porté à l'autorité du Président). Remplacé par Raymond Barre. Tensions augmentent entre le parti gaulliste (RPR, Chirac) et l'UDF (fondée par Giscard en 1978) Conjoncture défavorable = entrée dans la crise économique, hausse du chômage.
- VIII. **La gauche au pouvoir (1981-1995)**: Mitterrand au pouvoir ; un personnage politique controversé ; adversaire politique de Ge Gaulle ; il a uni la Gauche (parti socialiste + d'autres partis de gauche contre VGD) ; 1981 il gagne les élections présidentielle (*vague rose*= la rose est le symbole des socialiste). Cette vague se confirme aux élections législatives. Ennemi de Mitterrand est Chirac. Réformes de grande ampleur: vague de nationalisations de grands groupes industriels et de banques (Électronique et Défense, Chimie et Pharmacie Matériaux et Métallurgie, Secteur bancaire et financier) , décentralisation, abolition de la peine de mort (Robert Badinter. Garde des Sceaux) ; grandes lois sociales: 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés, semaine de 39 heures, retraite à 60 ans (au lieu de 65 ans) ; droits des travailleurs dans l'entreprise sont renforcés ; augmentation du salaire minimum ; impôt sur les grandes fortunes ; les « radios libres » sont autorisées (telles que RFM, NRJ, Radio beur) ; c'est « l'état de

grâce ». De telles réformes coûtent très chères, en plus des problèmes de rapports avec la droite qui s'oppose à ce qui est adopté par le Parlement. A un certain moment il faut introduire une politique de rigueur (1984). Le consensus envers Mitterrand baisse. Mitterrand qui avait critiqué la Constitution s'adapte très bien à ce que la Constitution prévoit pour le Président : ancien adversaire du gaullisme, Mitterrand a été un des présidents les plus gaulliens dans sa volonté de préserver les prérogatives présidentielles. Mitterrand s'occupe surtout de défense et relations extérieures. Mitterrand se présente également comme chébran (branché), c'est-à-dire connecté aux jeunes (le *tonton des jeunes* : il est appelé ainsi par le chanteur Renaud).

- IX. **Les années Mitterrand** : en 1986 élections législatives ; à cause de l'impopularité croissante envers le gouvernement la majorité des suffrages est obtenue par la Droite (328 députés/35 Front National, c'est-à-dire l'extrême droite) ; la Gauche obtient 249 députés ; le Président doit choisir comme Premier ministre le leader de la droite (majorité) : Chirac (gaulliste convaincu). Deux personnes qui représentent le pouvoir exécutif appartiennent à deux fronts politiques opposés : c'est **la première cohabitation**. Il y aura encore deux cohabitations. Les conséquences de ces cohabitations sont assez graves. Mitterrand et Chirac sont appelés les mammoths : ils ont une très forte personnalité. Ils réussissent à avoir une très forte influence sur la société. Première cohabitation est extrêmement conflictuelle. L'alternance devient la caractéristique du système politique français, car le Français n'ont plus des convictions politiques durables. Les hommes politiques perdent la confiance des Français. J. Chirac s'appuie sur l'art. 20 pour reléguer le président au 2nd plan. Chef de l'Etat cherche par tous les moyens dont il dispose à entraver l'action du gouvernement et se positionne en fait en chef de l'opposition. Mitterrand tout en exerçant une certaine nuisance voit sa popularité augmenter . nette victoire élections présidentielles de 1988 face à son 1er ministre (54% voix) ; aux élections législatives la gauche obtient la majorité. En 1993 les élections législatives sont remportées par la droite : usure du pouvoir pour Mitterrand + seuil des 3 millions de chômeurs est franchi. Raz de marée de la droite: plus des 4/5° des sièges (dont 242 pour le RPR, 207 pour l'UDF). Mitterrand choisit comme Premier ministre de droite Balladur. Chirac (échaudé par sa 1ère expérience) refuse cette responsabilité et demande à Balladur d'assumer cette charge. Le Président ne cherche pas à entraver l'action du gouvernement, modération de ce dernier. Ambitions présidentielles pour Balladur, il est opposé au candidat socialiste (Jospin) et à Chirac (la « fracture sociale », « France pour tous »). Chirac l'emporte au 2nd tour face à Jospin (52,6 % voix). Il peut compter sur une large majorité à l'Assemblée nationale. Dissolution de l'Assemblée nationale (difficultés du gouvernement Juppé, impopularité croissante des 2 têtes de l'exécutif). Victoire de la gauche plurielle (PS-PC-Verts), Jospin nommé 1er ministre : 1ère fois où président de droite et 1er ministre de gauche (une longue cohabitation). Chirac propose un référendum constitutionnel pour réduire à 5 années le mandat présidentiel à partir des élections de 2005 ; Les 2 têtes de l'exécutif s'entendent à l'international. Les 2 futurs candidats à la présidentielle guettent les failles de l'adversaire: Chirac dénonce le « dogmatisme » de Jospin sur les 35 h et dénonce sa gestion de l'insécurité; il prend ainsi la posture de l'opposant.

### Textes de référence

- Notes
- **E. Langin, *Histoire plus*** volume 3, Thème 8, *L'Italie et la France de 1945 à nos jours*, pp. 120-121 ; Chapitre 22. ***La République française est indivisible. La France de 1945 à nos jours.*** pp. 158-159; Etudier les tableaux chronologiques à la page 158 et les documents 1a, 1b, 1c, 1d, à la page 159 ; section Esa Bac+, *La France en 1945*, pp 160-161 **Leçon 96: *La IVème République*** (1946-1958), paragraphe 1, *Du GPRF à la République (1945-1946)*, pp. 162-163; étudier le document 1, à la page 162 ; paragraphe 2, *Un gouvernement instable*, pp. 163-164; paragraphe 3, *Des crises coloniales*

à la chute du régime, pp. 164; étudier le document 3, à la page 164 ; ETUDE DE CAS : *La mise en place de la V République*, pp. 170-173 ; étudier les documents proposés et commentés en classe ; **Leçon 98: *Le gaullisme et ses héritiers*** (1958-1981), paragraphe 1, *Qu'est-ce-que le gaullisme* pp. 174; paragraphe 2, *La défense du « rang de la France »*, pp. 174-176; étudier le document 1 à la page 175 ; paragraphe 3, *Mai 1968 et ses conséquences*, pp. 176-178; étudier le document 2 et 3 à la page 177 ; document 4, à la page 178 ; ETUDE DE CAS 35, *Mai 68 en France et en Italie* étudier les documents proposés par le dossier; **Leçon 99: *La gauche au pouvoir*** (1981-1995), paragraphe 1, *1981 : un tournant ?* pp. 184-185; paragraphe 2, *Les années Mitterrand (1986-1995)*, pp. 185-186;

## **PROGRAMMA DI HISTOIRE ESABAC DA SVOLGERE DOPO IL 15 MAGGIO**

- X. **La Ve République à l'épreuve des temps (1995-2020):** J. Chirac présidente (1995-2007)

### **DE LA SOCIETE INDUSTRIELLE A LA SOCIETE POST-MODERNE**

- I. **Les Trente Glorieuses:** L'hégémonie du modèle industriel ; Une société opulente ; Les chocs pétroliers ;
- II. **De la crise du modèle productif au triomphe du néo-libéralisme :** L'Occident dans la crise ; La remise en question d'un modèle ; Qu'est-ce-que la mondialisation ?
- III. **La société post-moderne :** La société post-industrielle ; Une société de loisirs